



Un fonctionnaire publie un guide de l'OSI
Page 3



Sous-ministre victime de l'explosion d'une pomme de terre frite piégée
Page 4



Les CD-ROM aident la bibliothèque dans sa recherche d'information
Page 5

mars 1990

Volume 7, N° 6

COMMUNICATIONS EXPRESS

Communications Canada

Canada

La Loi concernant les musées

Le projet de Loi C-12 est devenu loi

La Loi concernant les musées a reçu l'assentiment royal au Sénat le 30 janvier 1990.

La Loi démantèle la Corporation des musées nationaux et établit quatre nouvelles Sociétés d'État autonomes qui relèvent du ministre des Communications, soit le Musée des beaux-arts du Canada, qui comprend le Musée canadien de la photographie contemporaine; le Musée canadien des civilisations, incluant le Musée canadien de la guerre; le Musée canadien de la nature et le Musée national des sciences et de la technologie qui englobe le Musée national de l'aviation.

Ces musées seront dorénavant gérés par leurs conseils d'adminis-

tration respectifs qui comptent 14 administrateurs chacun.

Il a fallu quatre ans pour produire le texte définitif de la Loi, depuis la création en janvier 1986 du Groupe de travail Richard-Withrow, qui a révisé et évalué la Loi sur les musées nationaux de 1968 et la Politique nationale des musées de 1972. Les employés du ministère des Communications, notamment des Services juridiques, de l'information, des finances et de la Direction générale des Musées et du Patrimoine ont participé à la formulation de la Loi, collaborant avec la Corporation des musées nationaux pour faciliter la transition vers la gestion par les différents conseils d'administration.

Marcel Masse a tenu à remercier tous ceux et celles qui ont travaillé à l'élaboration de cette loi. « Sans le travail acharné de ces femmes et de ces hommes, toutes les étapes menant à l'approbation de la Loi n'auraient pu être aussi bien franchies, que ce soit au sein même des milieux muséologiques, de la fonction publique, de la Chambre des communes ou du Sénat », a affirmé le ministre. « C'est grâce aux efforts de toute l'équipe que moi et mon Secrétaire parlementaire avons pu aussi bien défendre le mérite de la nouvelle loi. »

La Loi entrera en vigueur le 1^{er} avril prochain par décret en conseil.



Le gentilhomme huissier de la verge noire, le Lieutenant Général René Gutknecht, se rend à la Chambre des communes inviter les députés à l'assentiment royal du projet de Loi C-12 concernant les musées.

L'ICC participe à un cours de conservation au Ghana

L'Institut canadien de conservation du Ministère (ICC) aide les Africains à préserver leur patrimoine culturel.

Bob Barclay, restaurateur de la Section de l'ethnologie de l'ICC, nous revient du National Museum du Ghana à Accra, où il a enseigné quatre semaines dans le cadre d'un cours de trois mois sur les techniques de restauration. Bob participait au cours offert sous les auspices du projet « Prevention in Museums in Africa (PREMA) » du Centre international de conservation à Rome.

D'après Bob Barclay, la compétence et les communications sont beaucoup plus importantes que tout versement d'argent, surtout en Afrique où l'une des sources de matériel de recherche

ethnographique les plus riches au monde est aux prises avec de sérieux problèmes de restauration. « L'Afrique connaît des problèmes environnementaux de taille au chapitre de la conservation, notamment la destruction attribuable au taux d'humidité élevé et aux insectes », explique-t-il. Ces problèmes s'ajoutent au manque de compétence technique et de sensibilisation.

Le cours de Bob portait principalement sur l'inscription, l'inventaire, le climat et la lumière, le remisage, la détérioration et la caractérisation des matériaux, la description de leur état et les projets de traitement, ainsi que sur les traitements de restauration de base.

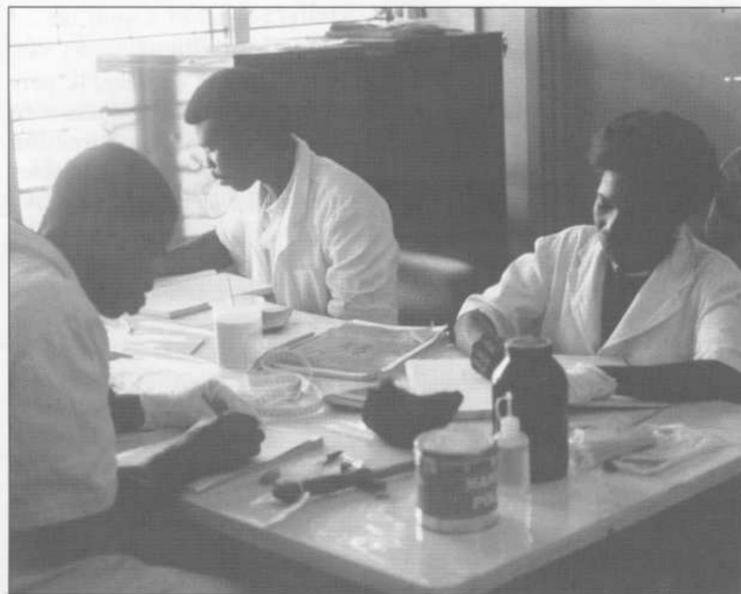
Le contenu du cours était semblable à celui du séminaire de

l'ICC au Canada. « J'ai été surpris de constater à quel point mon expérience des séminaires de l'ICC, des consultations et des visites du laboratoire mobile s'est avérée utile », déclare Bob Barclay. Les notes qu'il a prises dans le cadre du cours du Ghana seront utiles pour des séminaires au Canada.

Le cours offrait une expérience pratique aux étudiants, le National Museum du Ghana offrant un accès illimité à ses collections. Les étudiants pour leur part ont amélioré les collections. « Si nous devons nous imposer, mieux vaut que ce soit utile pour les deux parties », a-t-il déclaré. « Nous avons passé beaucoup de temps à améliorer leur matériel et leur documentation. »

Un des étudiants a donné une démonstration de poterie et Bob croit qu'il est utile d'avoir l'occasion de voir comment les objets sont faits. « S'ils en avaient le temps, il serait bon que les étudiants voient, dans le cadre de leurs travaux pratiques, les forgerons, les menuisiers et les tisserands à l'œuvre. Les cours PREMA en Afrique offriraient alors quelque chose d'unique. »

Les étudiants, qui provenaient de tous les musées du Ghana, étaient très motivés selon Bob Barclay, qui était impressionné du professionnalisme des employés du musée ghanéen; en retour, ces derniers étaient impressionnés de l'engagement d'un institut de restauration de l'autre bout du monde, lequel envoie du personnel donner des cours.



Les participants au projet « Prevention in Museums in Africa (PREMA) » appliquent les nouvelles connaissances que leur a enseignées Bob Barclay, de l'Institut canadien de conservation.

De nouvelles solutions à la gestion de l'information

par Beth Thompson

Les chercheurs du Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail (CCRIT) mettent à l'essai de nouvelles techniques de gestion efficace des enregistrements électroniques.

Dans le cadre du projet IMOSA (gestion de données et évaluation des systèmes de bureautique), lancé en décembre, ils travaillent actuellement à la conception, à l'élaboration et à la mise à l'essai d'un prototype de logiciel.

« IMOSA porte sur le transfert des techniques traditionnelles de gestion des documents dans un environnement informatisé »,

déclare Susan Gillies, chef du projet IMOSA au CCRIT, où le projet a pris naissance. « Pour la première fois, le prototype de logiciel autorisera la gestion formelle et structurée de ces enregistrements électroniques. »

Le projet IMOSA repose sur les exigences fonctionnelles de FOREMOST (gestion formelle d'enregistrements appliquée aux techniques de bureautique), élaborées au cours des trois dernières années dans le cadre d'une collaboration du Ministère, des Archives nationales, de Comterm Inc. et de Provenance Systems Inc.

Voir page 4 : Solutions

Une loi donne plus de vigueur à l'interdiction de fumer

Une nouvelle loi donne plus de muscle à l'interdiction de fumer dans les locaux de la fonction publique.

Le projet de Loi C-47 est entré en vigueur le 29 décembre 1989 sous le titre de *Loi modifiant la Loi sur la santé des non-fumeurs*. La Loi prévoit l'imposition d'amendes atteignant 10 000 \$ aux employeurs du gouvernement fédéral qui n'interdisent pas l'usage du tabac en milieu de travail, et des amendes de 50 \$ à 100 \$ à toute personne prise à fumer dans les bureaux du gouvernement fédéral.

Bien que personne ne patrouille les couloirs du Ministère à

la recherche de fumeurs éventuels, toute personne incommodée par la fumée de tabac peut déposer une plainte auprès de l'agent de sécurité de Travail Canada, qui fera enquête et pourra imposer une amende au Ministère ou au fumeur délinquant.

« Les employés se sentiront peut-être plus à l'aise de faire appel à un agent neutre de Travail Canada plutôt que de dénoncer un collègue à son superviseur », affirme Larry Ormsbee, chef des Opérations de sécurité. Il précise que la Loi rendra l'interdiction de fumer dans la fonction publique plus facile à faire respecter.

Lettres à la rédaction

Notre Ministère mérite des félicitations pour avoir décidé d'imprimer *Communications Express* sur du papier recyclable.

Cette étape franchie, j'espère que nous continuerons d'étudier les possibilités d'employer du papier recyclé pour répondre à nos besoins actuels (notamment le papier à en-tête, les notes de service, les photocopies, etc.). Non seulement ce papier est offert sur le marché, mais son prix et sa qualité sont concurrentiels. Il ne fait aucun doute que les employés du Ministère aimeraient connaître

les mesures qu'entend prendre la direction en ce domaine.

Robert Cepella
Inspecteur radio
District de Toronto

Note de la rédaction : Les Services de sécurité et de soutien des communications étudient actuellement des mesures de conservation de l'énergie et un programme ministériel de recyclage du papier. Les Services ont entamé des discussions avec d'autres ministères qui appliquent déjà ces pro-

*grammes, et sont entrés en communication avec des groupes de conservation d'énergie susceptibles de soumettre des suggestions. Le Comité des bonnes pratiques environnementales, un groupe de bénévoles qui ont d'abord entendu parler du Comité dans le numéro de novembre de *Communications Express*, se réunira en février pour discuter du recyclage. Pour plus de détails, communiquer avec Colin Taylor, directeur intérimaire des Services de sécurité et de soutien des communications, au (613) 990-4439.*

Primes d'encouragement



Nous avons reçu un certain nombre de demandes de renseignements sur les différentes primes du Ministère et de la Fonction publique. La liste ci-dessous décrit les programmes gérés par le ministère des Communications. Un *Communigram* expliquant plus en détail les différents programmes sera publié très bientôt.

Prime au mérite du sous-ministre

(certificat ou prix en argent)
Honore les employés exceptionnels.

Prime du sous-ministre pour réalisation collective

(certificat)
Honore les groupes ayant collaboré à un important projet du Ministère.

Prix du directeur général

(prix non monétaire dont la valeur peut atteindre 75 \$)
Honore les employés dont le travail dépasse ce que l'on attend d'eux.

Programme d'attestation du mérite des employés

(trophée)
Honore les employés qui ont mené à bien un projet ou qui ont posé un geste humanitaire faisant honneur au Ministère.

Prime à l'initiative

(certificat)
Honore les employés dont les suggestions ont permis d'améliorer le fonctionnement du Ministère.

Longs états de service

(plaque commémorative après 25 ans, médaille après 35 ans, certificat de retraite).

Décerné en reconnaissance de longs et loyaux services.
Pour plus de renseignements, communiquer avec Louis Brazeau, directeur, Relations de travail et avantages sociaux, au 990-4528; les employés des régions peuvent communiquer avec leur directeur du personnel.



DE NOTRE BOÎTE À SUGGESTIONS

Cendriers à l'extérieur

Pourquoi ne pas mettre des cendriers dans l'aire extérieure entre les immeubles Journal ? Il y aurait moins de mégots jetés sur le sol, ce qui améliorerait l'apparence de l'endroit et allégerait la charge de travail des concierges.

Bonne idée. Campeau Corporation a accepté de placer des cendriers entre les deux immeubles, du début du printemps à la fin de l'automne.

Demandes de signature

Taper une demande chaque fois qu'il faut obtenir la signature du sous-ministre prend beaucoup de temps. Le magasin pourrait-il disposer de formules toutes prêtes que nous pourrions joindre aux lettres requérant la signature du sous-ministre ?

La Gestion des formules met actuellement la dernière main aux demandes pré-imprimées de signature, qui seront disponibles au magasin à la mi-février. Merci pour votre idée, elle sauvera du temps au personnel de soutien.

Privatisation des services d'impression

La privatisation des services d'imprimerie ne permettrait-elle pas aux ministères fédéraux d'obtenir des services plus rapides et moins chers ?

Les Services administratifs sont d'accord, mais la responsabilité des travaux d'impression relève exclusivement d'Approvisionnements et Services Canada (ASC). Néanmoins, dans le cadre des mesures annoncées en décembre par le président du Conseil du Trésor, Robert de Cotret, les groupes d'impression et de publication d'ASC deviendront un « organisme spécialisé » qui aura la mission de concurrencer le secteur privé. Dans deux ans, les ministères fédéraux auront le choix de confier leurs travaux d'impression à l'organisme spécialisé ou directement au secteur privé.

Recyclage des déchets

Pourrions-nous désigner un endroit central où les employés puissent déposer les déchets recyclables comme les bouteilles et les canettes ?

Ce serait une bonne idée si le volume de nos déchets recyclables était suffisant pour inciter une compagnie de recyclage à venir les enlever. Le Comité des bonnes pratiques environnementales accueille avec plaisir toutes les idées qui aideront à assainir l'environnement. Les personnes intéressées n'ont qu'à communiquer avec Colin Taylor, président intérimaire du Comité, au (613) 990-4439.

De nouveaux cours de perfectionnement

En réponse à l'effort de formation décrit dans le document *Les changements qui s'imposent*, la Direction générale des ressources humaines offre des cours permettant aux employés de mettre à jour leurs connaissances.

Les cours suivants sont offerts pendant l'année financière 1989-1990. Selon la demande et le budget du Ministère, des cours semblables seront offerts l'an prochain. Les personnes intéressées n'ont qu'à communiquer avec Carmen Centofanti, directrice des cours, au 990-4531, ou avec leur directeur régional du personnel.

Cours de surveillant

Ce cours porte sur les connaissances nécessaires pour devenir superviseur et il est obligatoire pour les nouveaux superviseurs (moins d'un an d'expérience).

Les sujets abordés comprennent les communications, la gestion du temps, la supervision d'une unité de travail, la gestion du stress, la direction et la motivation, la résolution des problèmes, la protection et la sécurité, et le Programme d'aide aux employés.

Cours de pré-retraite

Ce cours très populaire (quatre séries ont été données l'automne dernier) porte sur des thèmes comme le testament et la gestion des biens, les programmes de sécurité du revenu, la planification financière et les aspects psychologiques de la retraite.

Ateliers de perfectionnement

L'automne dernier, le personnel a pu bénéficier d'une série de ces ateliers. La Direction générale des ressources humaines offre des ateliers semblables aux employés des groupes du soutien technique, des agents et des cadres intermédiaires. Les ateliers portent sur les aspects fonctionnels de la gestion, notamment la communication efficace et les techniques d'affirmation de soi, la gestion du stress, la motivation et le moral, les aptitudes de présentation et la constitution d'une équipe de travail.

Les régions offrent des cours correspondant à leurs besoins particuliers.

VOUS VOULIEZ SAVOIR

Q: Comment puis-je m'inscrire à un programme de formation ?

R: Il serait d'abord indiqué de discuter de vos besoins de formation avec votre superviseur. Si ce dernier convient que les connaissances dont vous avez besoin sont directement liées à votre travail et que le budget le permet, le Ministère paiera les droits d'inscription et vous libérera pour assister au cours.

Si vous êtes intéressé à un cours donné au Ministère, communiquez avec l'agente de formation Carmen Centofanti au (613) 990-4531. Les employés des régions doivent se renseigner auprès de leur gestionnaire du personnel.

Pour s'inscrire à un cours offert par un organisme comme la Commission de la Fonction publique, une université, un collège ou un organisme du secteur privé, il faut d'abord remplir un formulaire de demande de formation et d'autorisation.

Une fois que votre superviseur aura signé la demande, expédiez-la à l'agent d'administration de votre direction. Habituellement, les employés s'inscrivent eux-mêmes aux cours. Les seules exceptions sont les cours de la Commission de la Fonction

publique et du Centre canadien de gestion, pour lesquels les inscriptions relèvent de la Direction de la planification et du perfectionnement des ressources humaines.

Q: Aurons-nous une garderie à l'Administration centrale ?

R: La garderie est l'un des sujets d'étude proposés dans le document *Les changements qui s'imposent*. Deux comités étudient actuellement les critères d'établissement d'une garderie à l'Administration centrale. Le Comité des parents représente les besoins des parents tandis que le Comité consultatif sur la garderie joue le rôle de porte-parole auprès de l'Administration.

Tous les projets de garderie s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle directive élaborée par le Conseil du Trésor au cours des négociations de l'an dernier, et qui fournit aux ministères des lignes de conduite pour la création de garderies en milieu de travail.

Le Comité des parents recherche activement des employés intéressés à voir se concrétiser la garderie en milieu de travail. Pour plus de détails, communiquer avec Jeffrey Rose, au (613) 990-4550.

COMMUNICATIONS EXPRESS

Communications Express est publié pour les employés du ministère des Communications par la Direction générale de l'information. Les opinions exprimées ne sont pas nécessairement celles du Ministère.

Communications Express invite tous les lecteurs à faire parvenir lettres, commentaires ou articles. Veuillez téléphoner tout d'abord afin de connaître nos lignes directrices. Prière d'adresser toute correspondance à :

Communications Express
Ministère des Communications
19^e étage, Immeuble Journal Nord
300, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 0C8

Sue Vaughn, rédactrice
Waisglass Communication Services Ltd.
Tél. : (613) 235-5944

ISSN : 0833-5400

Croissance des réseaux locaux au Ministère

Dans l'avenir, les réseaux locaux (LAN) relieront tous les ordinateurs d'un bureau ou d'un secteur, permettant aux employés qui travaillent avec des ordinateurs personnels d'échanger des fichiers et de communiquer par courrier électronique. Les ordinateurs d'un réseau sont reliés électroniquement par l'intermédiaire d'un ordinateur appelé serveur de réseau, qui règle le trafic entre les ordinateurs personnels.

Le serveur de réseau peut mémoriser les fichiers et faire automatiquement des copies de sauvegarde. Lorsqu'un fichier est dans le serveur de réseau, les autres utilisateurs peuvent l'appeler à leur écran et le lire ou le modifier. Les fichiers confidentiels sont protégés par un système d'échelons de sécurité.

Environ 65 p. 100 des employés du Ministère travaillent actuellement avec un ordinateur personnel, et plus de 800 des 1 700 ordinateurs du Ministère sont maintenant reliés au réseau. La

plupart des 48 LAN se trouvent à l'Agence de télécommunications gouvernementales, dans le secteur de la Gestion du spectre et des opérations régionales et dans celui des Affaires culturelles et de radiodiffusion, mais les six secteurs sont en train de les intégrer.

Dave Lyon, directeur général de la région de l'Ontario, affirme que les employés réagissent très bien aux LAN. Des réseaux ont été montés dans les sept plus grands bureaux.

« Nombre de nos employés ont reçu une certaine formation technique, par exemple en électronique. Ils possèdent plus que les connaissances minimales sur le fonctionnement des ordinateurs et beaucoup d'entre eux sont de véritables spécialistes des ordinateurs », affirme Dave.

Les Systèmes d'information de direction, élaborés conjointement par la Direction générale de gestion de l'informatique et le Centre canadien de recherche sur l'informatisation du travail, ont récem-

ment été implantés dans les cabinets du sous-ministre et des sous-ministres adjoints du Ministère. Ce système permet aux usagers de communiquer par courrier électronique et comporte des fonctions de répertoires personnels, de composition automatique des numéros fréquemment appelés et d'accès aux bases de données externes.

« Une fois entièrement opérationnel, le système assurera au personnel autorisé l'accès instantané à l'agenda et au plan de travail du ministre, de même qu'à un réseau de cadres supérieurs à l'échelle du gouvernement, qui contiendra des renseignements sur les nominations aux postes du gouvernement et les activités à la Colline parlementaire », affirme Fred Cook, directeur, Services aux clients et système de bureautique. Les Systèmes d'information de direction seront graduellement accessibles aux cadres supérieurs reliés aux LANs de tout le Ministère.



Bill McCrum, directeur de la Recherche sur l'interconnexion des systèmes, a consacré deux ans à la rédaction, en collaboration avec deux autres auteurs, du manuel *An Introduction to OSI, Open Systems Interconnection*, publié en novembre 1989.

Un fonctionnaire publie un guide de l'OSI

Ses deux années de travaux de rédaction, de révision et de collaboration avec ses co-auteurs et son éditeur se sont avérées une expérience aussi enrichissante qu'exigeante pour Bill McCrum, directeur de la Recherche sur l'interconnexion des Systèmes et co-auteur de *An Introduction to OSI, Open Systems Interconnection* (Computer Science Press, novembre 1989).

Bill décrit l'interconnexion des systèmes ouverts (OSI) — une norme informatique internationale qui rend possible l'interconnexion globale des ordinateurs.

Bill McCrum a rédigé son livre en collaboration avec Dennis MacKinnon, directeur des Services de consultation en communication de Software Kinetics Limited et Donald Sheppard, président du Comité canadien de l'OSI et président du Groupe d'intérêt canadien sur les systèmes ouverts.

« Nous nous rencontrons dans des hôtels et des salles de réunion, après les heures de bureau, et nous nous relisons mutuellement. La première ébauche du livre de 600 pages

nous est revenue de l'éditeur couverte d'annotations », précise Bill McCrum.

Plutôt qu'une encyclopédie, le livre se veut un « guide de l'utilisateur » sur l'interconnexion des systèmes ouverts.

Bill McCrum prétend que l'ouvrage profitera à une gamme de lecteurs, notamment aux planificateurs fonctionnels et aux directeurs exécutifs qui désirent se tenir au fait de l'évolution des communications. Le volume est aussi recommandé au niveau des programmes universitaires.

« Quiconque touche de près ou de loin aux communications ou au traitement de l'information doit connaître au moins les rudiments de l'OSI et de ses possibilités. Nous croyons que ce volume répondra à ce besoin », explique-t-il.

Bill McCrum prévoit publier une deuxième édition de son ouvrage et peut-être une suite traitant de l'uniformité des tests sur les normes de l'OSI. En outre, des pourparlers sont en cours avec un éditeur français en vue d'en produire une version française.

La réforme des pensions touche plusieurs

tiré de la *Chronique de la fonction publique, Conseil du Trésor du Canada*

Le gouvernement fédéral est actuellement à la recherche de plus de 6 700 bénéficiaires susceptibles d'être avantagés par la nouvelle *Loi sur les pensions*.

Une loi adoptée par le Parlement en juin dernier supprime certaines restrictions à l'égard des régimes de pension. Les prestations versées aux conjoints survivants de fonctionnaires et d'anciens combattants invalides décédés ne sont plus

supprimées si le conjoint se remarie.

La Loi annule de plus la règle selon laquelle les allocations versées aux enfants encore aux études prenaient fin s'ils se mariaient. Elle élimine aussi (dans les régimes contenant cette disposition) la réduction des prestations versées aux conjoints d'au moins 20 ans plus jeunes que le retraité décédé.

Si vous connaissez quelqu'un qui aurait de nouveau droit à des prestations, demandez-lui de communiquer avec le bureau concerné dont l'adresse figure ci-dessous.

Les survivants touchés par la réforme peuvent s'attendre au rétablissement des prestations dès qu'ils auront été reconnus par le gouvernement. Les versements sont rétroactifs au mois de juin 1989.

Contact :
Direction des pensions de retraite
Ministère des Approvisionnements et Services
C.P. 5010
Moncton (Nouveau-Brunswick)
E1C 8Z5
Sans frais — composez
1-800-561-7930

Une conférence explore l'usage futur du spectre

par Sue Vaughn

Lors d'un symposium qui s'est tenu récemment, des membres de l'industrie des télécommunications et des fonctionnaires gouvernementaux ont discuté de solutions innovatrices aux problèmes auxquels se heurtent les utilisateurs et les régisseurs du spectre des fréquences radioélectriques.

Spectre 20/20, organisé conjointement par le ministère des Communications et le Conseil consultatif canadien de la radio s'est tenu à Montréal les 28 et 29 novembre 1989.

Le Conseil consultatif canadien de la radio, une association à but non lucratif regroupant 28 organismes s'intéressant à l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques, consulte et conseille le gouvernement sur la mise sur pied, la gestion et la réglementation de services radio-phoniques au Canada.

Le thème, Innovations — Le défi commun, a attiré des représentants du secteur manufacturier, des organismes de réglementation, des organismes offrant des services radio et des utilisateurs qui désiraient discuter des questions du jour et des défis que représentait la gestion du spectre.

Lors de son allocution au dîner-causerie, le ministre des

Communications, Marcel Masse, a déclaré que l'avenir des télécommunications reposait sur un débat de fonds sur ces questions faisant intervenir toutes les parties.

« Très peu de gens se rendent compte que la diversité accrue des services de diffusion et autres services comme les téléphones cellulaires, les communications par satellite et l'équipement contrôlé par radio entraîne une plus grande utilisation des spectres des fréquences radioélectriques, ce qui crée de nouveaux problèmes pour les gestionnaires de cette ressource naturelle limitée », a précisé Marcel Masse.

Des conférenciers de marque du Canada, des États-Unis et de l'étranger se sont prononcés sur les principaux défis que devront relever l'industrie et le gouvernement dans les années à venir, notamment la congestion du spectre, la politique de concurrence, les normes nationales et internationales ainsi que les nouveaux services.

Ted Rogers, président-directeur général de Rogers Communications Inc., a expliqué les raisons de la concurrence accrue dans le domaine des télécommunications.

Rob Gordon, sous-ministre adjoint, Gestion du spectre et Opérations régionales, présidait la séance sur les perspectives internationales, qui portaient notamment

sur la gestion du spectre au Royaume-Uni et aux États-Unis et la gestion des fréquences dans les communautés européennes, sans compter le défi qui nous attend au XXI^e siècle.

D'autres conférenciers ont proposé diverses approches novatrices aux problèmes soulevés, notamment l'adoption de solutions de rechange en dehors du spectre, l'amélioration des techniques de modulation et de codage, la révision des normes techniques en vue de l'utilisation future des bandes de haute fréquence et des nouveaux satellites et l'élaboration de nouvelles solutions relatives à la politique du spectre.

« Le symposium a atteint son objectif qui consistait à donner une tribune à l'industrie et au Gouvernement pour s'entretenir de l'utilisation future du spectre radioélectrique. Ce fut un franc succès », a déclaré Nisar Ahmed, directeur général des programmes techniques.

La participation au symposium a augmenté de 50 pour cent depuis le dernier Spectre 20/20, tenu en mai 1987. « Le symposium avait été tout un succès à l'époque et c'est à la demande générale que 20/20 a été présenté de nouveau en 1989 », indique Nisar. Il affirme qu'un autre symposium devrait se tenir dans quelques années.

Farcus



© Farcus Cartoons, 1990



Meurtre au 20^e étage. La très rusée adjointe exécutive Nicola Fletbourn (à droite, jouée par Nicole Séguin) et sa complice, Louise «Patate» Jardim (à gauche, jouée par Pierrette Houle) sourient avec confiance quelques minutes après le décès du sous-ministre Jerome Kingsgourd, tué par une frite explosive. Le très grand ministre de la Culture, l'honorable Marcel Masson (au centre, sous les traits de Stéphane Hardy), ne se rend pas compte qu'il a frôlé la mort. C'est à lui que Jerome Kingsgourd destinait la frite piégée, jusqu'à ce que Nicola Fletbourn s'en mêle.

Sous-ministre victime de l'explosion d'une pomme de terre frite piégée

par Michel Vachon

La fête de Noël du secteur des Affaires culturelles et de la radiodiffusion a failli tourner au drame. En effet, des rumeurs circulaient quant à la mort violente du sous-ministre Jerome Kingsgourd, victime d'une frite piégée. Évidemment, ce mystère était le fruit de l'imagination des employés qui ont créé la pièce *Meurtre au 20^e étage*.

L'action se déroulait la veille de la fête de Noël du Ministère, en l'an 2003, dans un monde peuplé de robots et ignorant tout de la retraite obligatoire.

Vu la pratique très impopulaire et inhumaine de Kingsgourd de remplacer les fonctionnaires par des robots, tous les personnages avaient un motif pour commettre le meurtre. Chaque suspect a été soumis à un interrogatoire serré par l'inspecteur Guy Lalancette, personnifié par André Rousseau, auteur du scénario adapté d'une histoire de Guy Mayson.

Une idée aussi originale que de dissimuler des bombes dans des frites ne pouvait naître que du cerveau d'un sous-ministre. Kingsgourd voulait faire sauter le ministre et le remplacer par un robot, mais il a été déjoué par la seule personne du Ministère encore plus inhumaine qu'un sous-ministre, l'adjointe exécutive, Nicola Fletbourn, qui empruntait les traits de Nicole Séguin.

Selon la coordonnatrice de la pièce, Marcelle Gibson, toute

resemblance entre la pièce et la réalité ne serait que fortuite. Par le passé, elle a été régisseuse et membre de la Canadian Actors' Equity Association, et elle a sillonné l'Amérique du Nord avec différentes troupes de théâtre; elle se dit impressionnée par le professionnalisme des comédiens de l'ADMAC.

« Ils ont eu peu de temps pour répéter, mais tout le monde s'est mis à la tâche. Il était évident que nombre d'entre eux possédaient une expérience précieuse », ajoute Marcelle.

De fait il serait difficile de qualifier la pièce de production

d'amateurs. D'autres participants possédaient une formation en théâtre, notamment Pierrette Houle, qui a fondé sa propre troupe « Le théâtre du village » il y a cinq ans, et André Rousseau, qui a écrit quelques pièces à succès pour la troupe « Groupe Dérives », une troupe de théâtre interactif qu'il a fondée en 1982.

L'équipe de comédiens de *Meurtre au 20^e étage* se composait de Gaston Blais, John Watt, Robin Jackson, Stéphane Hardy, Sandra MacDonald et René Bouchard.



André Rousseau (à gauche) a écrit la pièce d'après le texte de Guy Mayson (au centre). Le montage de la pièce s'est fait sous l'œil vigilant de la coordonnatrice Marcelle Gibson (à droite).

documents gouvernementaux des Archives nationales.

L'OSSWG (groupe de travail sur la normalisation des systèmes de bureautique), composé de représentants d'environ 15 ministères, s'intéresse aussi au projet. Les membres se tiennent au courant des progrès de la recherche

et veillent à ce que le projet corresponde aux lignes de conduite et aux méthodes de gestion de l'information dans l'ensemble de l'administration publique.

Lancé il y a treize mois, le projet est financé par le CCRIT, les Archives nationales et Provenance Systems Inc.

Stursberg à l'ITU-COM '89

« Les décideurs ont du mal à concilier les intérêts des industries de télécommunications et de radiodiffusion », a déclaré Richard Stursberg, ancien sous-ministre adjoint, Technologie, recherche et télécommunications, lors de la conférence de l'Union internationale des télécommunications (UIT), tenue en octobre dernier à Genève, en Suisse.

« Les lignes directrices sur les télécommunications insistent explicitement sur l'accès global et la transparence et non sur le contenu. Par ailleurs, les lignes directrices traditionnelles sur les médias portent essentiellement sur le contenu et insistent sur les limites et les restrictions », affirme Richard Stursberg, maintenant sous-ministre adjoint, Affaires culturelles et radiodiffusion.

Le sous-ministre adjoint cite à titre d'exemple les événements de l'été dernier en Chine, où le gouvernement a été incapable de vérifier l'information en raison de la disponibilité des réseaux de télécommunications. « Le gouvernement a suspendu la couverture des événements de la Place Tiananmen par la presse écrite et électronique. Toutefois, il ne

pouvait pas interdire l'accès aux sources d'information étrangères par télécopieur ou par liaisons de données », ajoute-t-il.

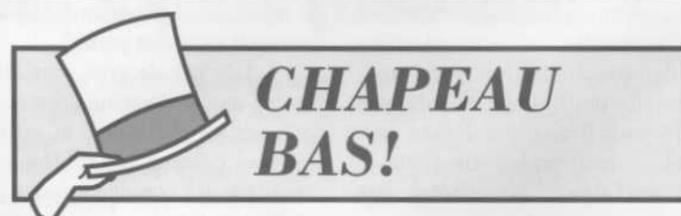
Richard Stursberg a ensuite parlé du besoin d'énoncer des règles internationales pour régir la nouvelle intégration des télécommunications, de la radiodiffusion et de l'édition. « Nous devons élaborer de nouvelles méthodes reflétant les changements technologiques sous-jacents et leurs implications dans tous les aspects du commerce et du développement. »

Représentant le ministre des Communications Marcel Masse lors du premier *World Electronic Media Symposium and Exhibition* (ITU-COM '89) organisé par l'UIT, Richard Stursberg a pris la parole devant des décideurs du gouvernement, des chefs de file de l'industrie et de la finance et des législateurs venus des quatre coins du monde.

ITU-COM '89 portait sur les applications des médias électroniques à la maison et au bureau et sur des questions comme la télévision à haute définition, la télédistribution, la radiodiffusion directe par satellite, les communications multi-média et la télédiffusion à l'étranger.



© Farcus Cartoons, 1990



Monsieur René Douville
Directeur, Composants et sous-systèmes
Centre de recherches sur les communications

Monsieur,

Je tiens à vous remercier ainsi que votre personnel de votre aide lors du lancement de notre petite entreprise. Dans mon ancien poste d'ingénieur en chef de l'ancienne firme Bolriet Technologies Inc., j'ai compté à plusieurs reprises sur votre aide technique et celle de votre personnel, aide que vous n'avez pas hésité à m'accorder si généreusement. Je suis heureux de constater que c'est dans le même esprit de collaboration que vous accordez la même attention à notre nouvelle entreprise. Je sais apprécier à sa juste valeur toute aide injectée dans cette nouvelle aventure.

Je tiens tout particulièrement à souligner ma reconnaissance à deux personnes qui ont consenti une aide exceptionnelle aux employés de ma compagnie, aussi bien dans le passé que tout dernièrement. Il s'agit de M. Cornelius (Kees) Verver et M. Brian Clarke. Leurs connaissances techniques et leur jugement ont été d'un secours inestimable pour notre organisme et ont accéléré le développement technique de cette jeune compagnie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

James Ruxton
Président, Millennium Microwave Corporation

Solutions suite de la page 1

La Direction de la recherche organisationnelle du CCRIT participera à l'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre du prototype de système de bureautique et à l'évaluation de ses conséquences sur les plans humain et organisationnel. Le système sera mis à l'essai par la Direction des

Les CD-ROM aident la bibliothèque dans sa recherche d'information

Les employés de l'Administration centrale peuvent maintenant avoir recours au disque à lecture numérique pour trouver des articles et des publications traitant de l'informatique, du secteur canadien des affaires, de l'actualité et des sciences appliquées et de la technologie.

Les disques CD-ROM, les plus récentes acquisitions des services de recherche documentaire à la bibliothèque de l'Administration centrale, contiennent des données bibliographiques. Au moyen des disques et d'un ordinateur, les employés peuvent apprendre à chercher des renseignements sans le concours d'un employé de la bibliothèque, après une brève séance de formation. Auparavant, seuls les employés de la bibliothèque pouvaient effectuer des recherches grâce à un système informatique relié à 350 bases de données qu'ils interrogeaient en direct.

« La recherche en direct est onéreuse : les coûts d'utilisation de l'ordinateur peuvent s'élever jusqu'à 1,60 \$ la minute », affirme Claire Renaud-Frigon, chef, Services de la bibliothèque et de la recherche documentaire. « Le CD-ROM est facile à utiliser et l'on s'attend qu'il réduise le nombre de recherches en direct portant sur ces sujets précis. »

Le disque, qui a l'apparence d'un disque audio-numérique, est placé dans un lecteur relié à un micro-ordinateur et

l'information demandée apparaît sur l'écran. Un seul disque peut contenir autant de renseignements que toute une encyclopédie.

Bien que plusieurs disques d'information soient disponibles, Claire Renaud-Frigon affirme avoir choisi ceux qui convenaient le plus aux besoins du Ministère. Un disque, intitulé *Canadian Business and Current Affairs*, est mis à jour à tous les trois mois et dispose de tous les renseignements contenus depuis six ans dans le *Canadian News Index*, le *Canadian Business Index* et le *Canadian Magazine Index*. Le deuxième disque, qui a pour titre *Computer Library*, est mis à jour une fois par mois et contient des résumés d'articles de plus d'une demi-page traitant de sujets reliés à l'informatique.

Le guide annuel de la CIA (Central Intelligence Agency) *World Factbook*, est également disponible sur disque. Ce guide fait état de la situation politique de chacun des territoires et pays du monde. Pour une utilisation optimale de disque, il peut être reporté sur un logiciel de traitement de texte ou un tableau.

« Nous avons récemment augmenté la collection de disques des deux bibliothèques qui s'enrichissent ainsi d'un nouveau disque comportant un répertoire des sciences appliquées et de la technologie », de dire Claire Renaud-Frigon.



Monique Perrier, chef, Bibliothèque de l'Administration centrale, se sert d'un CD-ROM, la plus récente acquisition de la bibliothèque en matière de systèmes de recherche documentaire.

La biblio offre une gamme de services

Les Services de la bibliothèque et de la recherche documentaire offrent un réseau de services d'information à tous les employés.

La bibliothèque de l'Administration centrale contient des renseignements sur des domaines tels la radiodiffusion, la culture et les communications. Par ailleurs, la bibliothèque du Centre de recherches sur les communications est davantage technique et les ouvrages qu'elle contient portent principalement sur des sujets comme la physique et le génie.

Les services comprennent les prêts de publications, les prêts entre bibliothèques et la recherche informatisée en direct. Le personnel de la bibliothèque est disponible et peut aider les employés à utiliser les ressources de la bibliothèque.

Les succursales de la bibliothèque sont munies d'aires de lecture ou d'étude, de

photocopieurs et de lecteurs/imprimantes de microformes. La bibliothèque de l'Administration centrale dispose d'une salle de visionnement de vidéocassettes, d'appareils enregistreurs et d'une salle de lecture pour les demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, sans compter un service d'acheminement des périodiques grâce auquel les employés peuvent recevoir des exemplaires des nouveaux périodiques.

La bibliothèque du Ministère est accessible aux employés des régions par l'intermédiaire des prêts entre bibliothèques et des services de référence.

Pour plus d'information, vous pouvez vous procurer la brochure intitulée *Services de bibliothèque* et d'autres renseignements à la bibliothèque de l'Administration centrale, au 14^e étage de l'Immeuble Journal Nord, ou encore à la bibliothèque du CRC.

Souvenirs d'une campagne Centraide mémorable

par Jean Bélanger

Lorsque j'ai appris, au début de novembre 1988, que le ministère des Communications allait agir à titre de ministère hôte pour la prochaine campagne Centraide au sein de la Division du service fédéral, j'étais loin de me douter de ce que me réservait l'année 1989.

Peu de temps après, Alain Gourde et Michael Binder me demandaient de proposer une structure de Comité exécutif et de commencer à penser à l'objectif et à la stratégie de la campagne.

Après avoir consulté plusieurs documents et discuté avec des représentants du ministère hôte de la campagne de 1988, j'étais découragé, je dois l'avouer, devant la charge de travail qui nous attendait, étant donné que nous commencions avec près de six mois de retard. Pas moins de 111 campagnes ministérielles à coordonner, près de 6 000 solliciteurs à recruter et à former, et une quantité appréciable de matériel et de fournitures à préparer.

On me répétait que ce serait une excellente façon de célébrer le 20^e anniversaire du Ministère. Tout un « party » en perspective.

En janvier, après avoir « digéré » le tout, le Secrétariat a été mis sur pied et le recrutement de l'équipe a été complété.

L'étape suivante, jugée critique par plusieurs, a été l'établissement de l'objectif global et la négociation des objectifs spécifiques pour chacun des ministères et organismes faisant partie de la Division. Après plusieurs discussions, et avec beaucoup d'audace, l'objectif a été établi à 5,7 millions de dollars, soit pas moins de 6 pour cent supérieur à la contribution totale de 1988. Malgré un peu d'inquiétude face aux impondérables, tout le monde s'est mis à l'œuvre.

Au printemps, les 111 coordonnateurs(trices) et leurs équipes respectives ont été recrutés, le matériel et les fournitures commandés et distribués et la formation

donnée. Pendant ce temps, les semaines passaient, trop vite à mon goût, et le grand jour approchait.

Après des vacances d'été bien méritées, tout le monde a repris le collier au mois d'août pour les derniers préparatifs. Et puis ce fut septembre, mois du lancement de la campagne et de la cérémonie d'ouverture sur la Colline parlementaire. Nous attendions ce moment avec un peu d'appréhension. Heureusement, avec une température on ne peut plus clémente, le lancement fut un succès éclatant et la confiance régnait.

La semaine qui suivit fut marquée par de nombreux petits déjeuners de lancement, parfois trois par jour, de quoi faire le « plein » avant les semaines difficiles à venir.

Les premiers résultats nous parvinrent et malgré un retard par rapport à la campagne de l'année dernière, les « signes vitaux » étaient excellents. Cependant, au début d'octobre, le retard persistait. C'est là que les papillons sont arrivés, avec les « indigestions » de chiffres que je devorais chaque soir.

À la fin d'octobre la campagne tirait à sa fin et nous n'avions toujours pas atteint notre objectif. Après quelques interventions opportunes auprès de ministères ou organismes qui nous semblaient en difficulté, l'objectif a finalement été atteint et dépassé, puisque nous terminerons avec un peu plus de 5,8 millions de dollars. Il y a de quoi être fier.

Je ne suis pas près d'oublier cette expérience enrichissante. Ce n'est pas tous les jours qu'on a la chance de travailler à un projet dont les résultats sont aussi concrets et immédiats. Et lorsqu'on pense au bien-être que les organismes de Centraide apportent aux plus démunis de notre communauté, c'est d'autant plus satisfaisant et motivant.

Je n'oublierai pas non plus l'esprit d'équipe qui a prévalu tout au long de la campagne au sein de notre équipe et chez nos partenaires de l'Ouest québécois et d'Ottawa-Carleton où plusieurs liens d'amitié se sont créés.



correspondant anonyme

A la mi-décembre, le premier ministre Brian Mulroney annonçait la création de Fonction publique 2000, un programme de modernisation des méthodes de gestion et de réduction de la paperasserie administrative.

Le nouveau programme a pour mission de simplifier et d'alléger les méthodes de la fonction publique. Bien que les fonctionnaires aient déjà entendu des annonces semblables par le passé, il semble que cette fois, nous pouvons espérer des changements réels et importants.

Premièrement, le premier ministre a démontré sa volonté de modifier les lois en tenant compte, semble-t-il, des recommandations de neuf groupes de travail. Deuxièmement, le secrétaire du Cabinet dirigera personnellement l'exercice. Troisièmement, les groupes de travail se composent de cadres de la fonction publique et non de personnes de l'extérieur. Enfin, la gestion de la fonction publique selon des méthodes commerciales est empreinte de bon sens du point de vue économique. Cette gestion améliore les services aux clients et rehausse le moral des employés.

Plus précisément, le premier ministre a identifié le besoin de confier plus de responsabilités aux employés et aux gestionnaires de première ligne. Cette mesure dépassera vraisemblablement le Programme d'accroissement des pouvoirs et des responsabilités des ministres, qui permet aux ministres de négocier des accords avec les organismes centraux tels Approvisionnement et Services Canada, et d'assumer une plus grande responsabilité dans la gestion de

leurs affaires. Par ailleurs, Fonction publique 2000 pourrait bien entraîner une transformation complète des rôles et des fonctions traditionnelles.

Certains observateurs s'attendent à ce que John Edwards, le fonctionnaire chargé de la gestion du projet, rencontre de la résistance auprès des organismes centraux et de cadres intermédiaires sceptiques. Ces derniers soutiennent que les « méthodes administratives » protègent les deniers publics et servent d'outils de mise en œuvre des directives gouvernementales, tels les programmes de développement économique régional.

John Edwards convient qu'il faut faire preuve de prudence dans l'élimination des mesures bureaucratiques, mais il vante les avantages de décloisonner les méthodes de gestion. La réduction des contrôles centralisés et l'élimination de procédés périmés et inefficaces aidera les employés à mieux servir leurs clients.

La plupart d'entre nous sommes d'accord avec les objectifs de Fonction publique 2000. Souhaitons que John Edwards obtienne le soutien des organismes centraux, des syndicats et des gestionnaires. S'il réussit et que la Fonction publique se modernise avant le prochain millénaire, le changement sera bénéfique.

Message du rédacteur

Nous aimerions recevoir vos idées et suggestions sur Fonction publique 2000. Écrivez-nous, anonymement si vous préférez. Nous promettons de publier vos lettres et de les transmettre à John Edwards, responsable de Fonction publique 2000.

Qui fait quoi

Cabinet du sous-ministre

Anne-Marie St-Onge et **Céline Drouin**, qui travaillaient comme secrétaires dans le secteur ADMAC, ont été nommées secrétaires au Cabinet du sous-ministre.

Diane Desormeaux, auparavant secrétaire de la directrice générale de la Gestion des finances, a été nommée adjointe administrative au Cabinet du sous-ministre.

SADM

Josée Bazinet, d'Énergie, Mines et Ressources, a accepté un détachement de six mois à la Division des relations publiques de la DGIS, à titre d'agente des communications.

Johanne Ménard a été promue au poste d'agente de la correspondance au Secrétariat de la correspondance.

Stéphanie Perrin, coordonnatrice au Secrétariat de l'accès à l'information et de la protection des renseignements, Gestion du secteur et coordination à l'ADMCM, a été mutée à la Division des politiques commerciales internationales et des télécommunications canado-américaines de la DGIR, au poste d'analyste principale des politiques.

Ghislain Gaudreault, conseiller à la Direction générale des relations fédérales-provinciales, a été détaché pour six mois à l'Expansion industrielle régionale/tourisme.

Constance DeChamplain a été promue au poste de rédactrice, à la division des Services de rédaction de la DGIS.

Josée Miville-Dechéne a été nommée pour une période indéterminée au poste de gestionnaire des publications à la Division des services de création de la DGIS.

Gérald Casavant, directeur, Vérification interne, a accepté un détachement de six mois au Bureau du Contrôleur général.

ADMCM

Michel Granger, directeur de la Division des opérations en personnel de la DGHR, a accepté une promotion au poste de secrétaire adjoint et chef de l'administration au Tribunal canadien du commerce international.

Dave Clemis, de Revenu Canada, Impôt, a été détaché pour une période de six mois à la Division de la planification de l'informatique de la DGIM, en tant que planificateur principal de la technologie.

Lise Rouleau a été mutée de la Division des relations de travail et des avantages sociaux à la Division des opérations en personnel

de la DGHR, en tant qu'adjointe administrative.

Mireille Dubois, qui travaillait à Approvisionnement et Services Canada, a été mutée au poste de secrétaire du directeur général, Services administratifs et techniques.

Claude Desrochers, de Revenu Canada - Impôt, a été muté à la Division du développement des systèmes de la DGIM pour occuper le poste d'analyste des systèmes.

François DeBeck a été promu au sein de la DGIM au poste de directeur de la Division du développement des systèmes.

Suzanne Rochette a été nommée chef de cabinet du sous-ministre adjoint, Gestion intégrée. Elle occupait auparavant le poste d'adjointe administrative à la Division des services juridiques du secteur SADM.

Ginette Lampron occupe maintenant le poste de commis d'administration à la Division des services de gestion financière du ministre de la DGFM.

Jeannine Servant, réviseuse aux Services de la gestion du matériel de la DGAT a été détachée pour six mois à la Chambre des communes.

Diane D'Aoust a été nommée adjointe des services techniques, Services de la gestion du matériel et des marchés (bibliothèque), à la DGAT.

Louise Lauzon, conseillère en personnel à la DGHR au sein de l'ADMCM, a été mutée au ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Ken Rodger a été nommé agent des achats aux Services de la gestion du matériel de la DCAT (CRC).

Carole Laplante, auparavant employée du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, a été nommée chef de la bibliothèque du CRC.

Michael Francis, planificateur principal de la technologie à la Division de planification de l'informatique de la DGIM, a été muté au ministère de la Défense nationale.

Debbie Dunn, adjointe du directeur général des Services administratifs et techniques, a été mutée au ministère des Affaires indiennes et du Nord.

Benoit Lavoie, conseiller en personnel à la DGHR pour le secteur ADMSR, a été muté au Conseil du Trésor.

ADMAC

Helen Jelich, chef de projets au Réseau canadien d'information sur

le patrimoine, a été détachée pour un an auprès de la Commission de l'emploi et de l'immigration.

Jean Guérette a été promu au poste de directeur de la Division de la politique de la radiodiffusion - langue française de la DGBP.

Gordon Fairbairn a été promu au sein de l'Institut canadien de conservation, au poste de conservateur principal.

Lise Franklin a été mutée de la DGBR à la Division de la politique et des programmes du patrimoine de la DGMH, au poste de commis.

Joanne Bercier a été promue administratrice des systèmes de la Division de la gestion du secteur.

Pierrette Houle, agente de la correspondance au cabinet du SADM, a été mutée au poste d'agente de programme à la Division du programme des initiatives culturelles de la DGAP.

Larry Durr a été nommé directeur de la Division de la politique de la radiodiffusion - langue anglaise de la DGBP.

Huguette Turcotte, analyste principale à la Division de la politique et programmes de l'édition et des périodiques de la DGCI, s'est jointe au Conseil des arts du Canada.

Yolande Parlee, commis à la Division du programme des initiatives culturelles, a quitté le Ministère pour entreprendre une nouvelle carrière.

Claire Désormeaux, de la DGRR, a été détachée pour une période d'un an à la Division du programme des initiatives culturelles à titre d'adjointe spéciale au chef, Gestion des contributions et administration du programme.

ADMTR

Serge Presseau a été promu au poste de gestionnaire, Politique des normes, au sein de la Division de la politique des réseaux et de la gestion des normes de la DGTP.

Claire Callender, auparavant employée au Conseil national de recherches, a été nommée scientifique en recherche, Technologies des communications optiques et de la photonique, à la DGCD.

Robert Breithaupt a été promu au poste de directeur général, Recherche sur les technologies de communications (CRC).

Jean-Guy Dumoulin a été muté de l'Agence spatiale canadienne à la Division du programme MSAT de la DGRC, où il occupe le poste de gestionnaire, Exécution des expériences de champ MSAT.

Francine Bertrand a été promue au poste d'administratrice du secrétariat à la Division de la

politique des réseaux et gestion des normes de la DGTP.

Gérald Chouinard a été promu gestionnaire des Systèmes de radiodiffusion télévisuelle à la Division de la recherche des systèmes et réseaux de la DGBT.

Sylvain Déry a été nommé ingénieur en traitement des communications, à la Division des technologies des communications radio de la DGRC.

Michel Savoie a été promu au poste de chef de groupe, Systèmes informatiques et intelligents, au sein de la Division de la mécanique spatiale de l'Agence spatiale canadienne.

Murray Fyfe a été promu gestionnaire, Politique des réseaux par satellite, à la Division de la politique des réseaux et gestion des normes de la DGTP.

SMAQ

Michel Umbriaco a été détaché pour deux ans de l'Université du Québec au bureau du SMAQ, où il occupe le poste de directeur général, Développement régional.

ADMSR

Jan Skora, auparavant au Bureau régional de Winnipeg, occupe maintenant le poste de directeur, Planifications et politiques de réglementation de la DGRR.

Nicole Girard, de la DGBR, a été détachée pour six mois à la Division des applications automatisées de la DGRR, où elle occupe le poste d'adjointe administrative.

David Séguin a été muté de la Division des applications automatisées de la DGRR à la Division des systèmes automatisés de Gestion du spectre de la DGEP, où il occupe le poste de spécialiste du soutien des micro-ordinateurs.

Région de l'Atlantique

Anna Rail, anciennement à l'emploi du Conseil du Trésor, occupe maintenant le poste de gestionnaire, Affaires culturelles et radiodiffusion, au bureau régional.

Martin MacLellan, auparavant gestionnaire, Contrôle du spectre, a été promu au poste de gestionnaire, Développement technologique et télécommunications, au bureau régional de Moncton.

Earl Hoeg, qui travaillait chez Litton Systems Canada Limited, a été nommé inspecteur radio stagiaire au bureau de district de Halifax.

Alonzo Boucher, agent de développement des communications à la section Communications et culture du bureau régional, a été détaché pour six mois à l'Agence

de promotion économique du Canada atlantique.

Robert O'Leary a été nommé inspecteur radio stagiaire au bureau de district de Halifax.

Région du Québec

Michel Quinn a quitté le secteur privé pour se joindre au bureau de district de Montréal à titre d'inspecteur radio stagiaire.

Harold Carmichael, qui travaillait dans le secteur privé, est maintenant inspecteur radio stagiaire au bureau de district de Chicoutimi.

Région de l'Ontario

Cheryl Yakamovich, a été nommée pour une période indéterminée au poste de commis aux archives à la Division des finances, de l'informatique et de l'administration du bureau régional.

Mario Campion, qui arrive du secteur privé, s'est joint au bureau de district de Toronto en tant qu'inspecteur radio stagiaire.

Wallie Burke et **Sheldon Collins** ont été nommés inspecteurs radio stagiaires pour une période indéterminée au bureau de district de Toronto.

Sarah Brooks, à la Division de l'autorisation, occupe maintenant le poste d'adjointe en personnel, aux Services du personnel du bureau régional.

Grace Soh occupe pour une période indéterminée le poste d'adjointe, Communications et culture, au sein de la Division des communications et de la culture du bureau régional.

Mike Connolly a été promu au poste de directeur, Communications et culture, au bureau régional.

Lou Battiston, qui était professeur à la RCC Schools of Electronics, s'est joint au bureau de district de Toronto en tant qu'inspecteur radio stagiaire.

Robin Jackman a été nommé inspecteur radio stagiaire pour une période indéterminée au Centre régional de services du spectre à Acton.

Région du Centre

Nicole Barwick, commis à l'administration au bureau de district d'Edmonton, a été mutée à Consommation et Corporations Canada.

Sharon Wastle, analyste des télécommunications au bureau de l'ATG du district d'Edmonton, a quitté le Ministère pour se joindre à la Fonction publique albertaine.

Voir page 7: Qui fait quoi

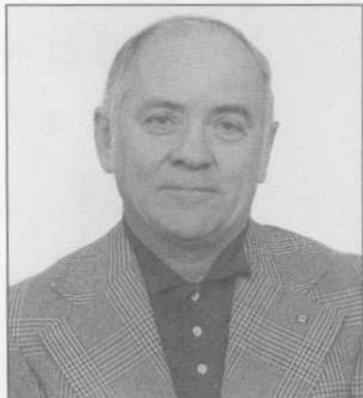
Ont pris leur retraite

Monique Gulewicz, réviseure à la Division des langues officielles de la DGHR, a pris sa retraite après 23 ans de service.

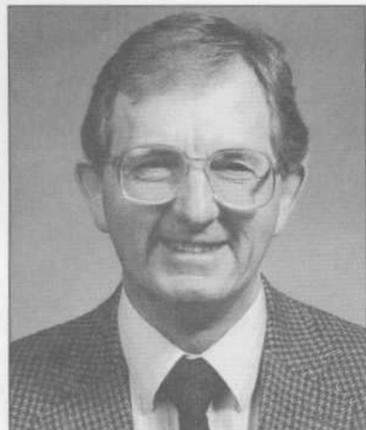
Donald Harris, conseiller, Service aux clients, Division des télécommunications gouvernementales de la région du Pacifique, a pris sa retraite après 7 1/2 ans de service au Ministère.

Richard Leslie, ingénieur, Normes et homologation des systèmes de télécommunications à la Division de planification à long terme et interconnexion de la DGEP, a pris sa retraite après 17 ans de service.

Rosaire Harvey, agent de normalisation au bureau régional de Montréal, a pris sa retraite après 32 ans de service.



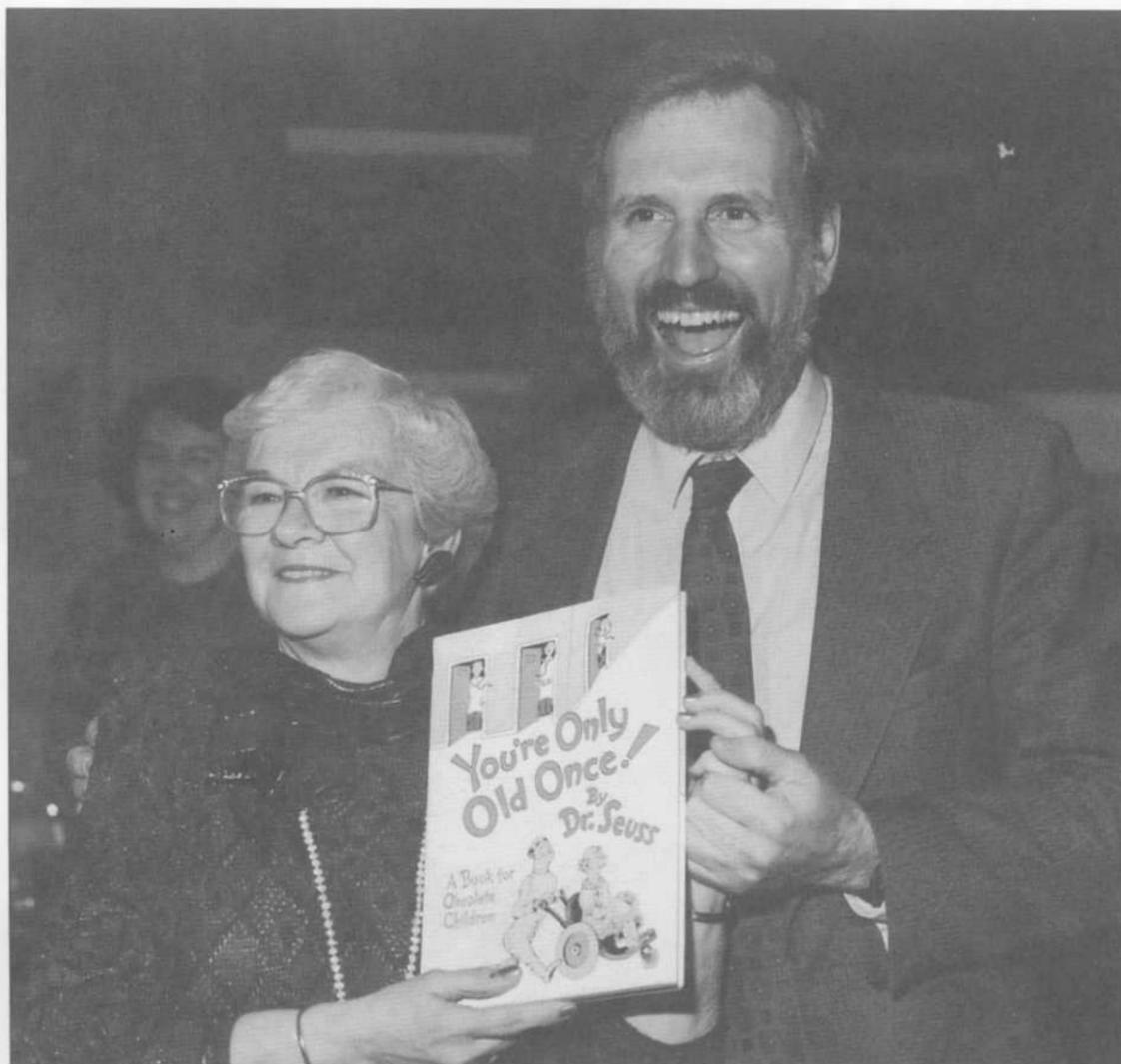
Jacques Marchand, responsable, Micro-ondes, au bureau régional de Montréal, a pris sa retraite. Jacques Marchand a reçu un médaillon soulignant une carrière de 35 ans dans la fonction publique.



Fred Daniels, gestionnaire, Intégration et essais de satellite, à la Division des communications par satellite de la DGRC, a pris sa retraite après 32 ans de service.



Harry Ward (à droite), agent du Groupe de la coordination Canada/ États-Unis, à l'exploitation de la Gestion du spectre de la DGRR, a reçu une plaque commémorative pour souligner sa retraite après 37 ans au sein de la fonction publique. Le prix lui a été remis par Robert Gordon, sous-ministre adjoint, Gestion du spectre et opérations régionales.



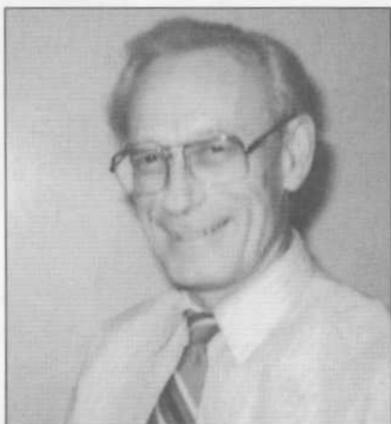
Les collègues de Liliane Tremblay souhaitent qu'elle demeure en forme après avoir pris sa retraite. Toutefois, si elle avait besoin de se rendre à l'hôpital, elle aurait un livre qui saurait la faire rire pendant son séjour. Liliane Tremblay, secrétaire à la Division des applications informatiques de la DGCP, a reçu son présent des mains de Roy Marsh, directeur des Applications informatiques, à l'occasion de sa retraite après 14 ans dans la fonction publique.



Vernon Stroud (à l'extrême gauche), superviseur au bureau de district de Kitchener, a pris sa retraite après 35 ans de service dans la fonction publique. Lors d'un déjeuner donné en son honneur, Vernon Stroud a reçu une œuvre du peintre Peter Etril Snyder. Nous voyons Vernon Stroud en compagnie d'Art Solomon (au centre), directeur du bureau de district de Kitchener, et de Carl Olsen (assis), directeur intérimaire des Télécommunications gouvernementales au bureau régional de l'Ontario.

Longs états de service

John Landry, chef des Opérations ionosphériques au Bureau d'homologation et de services techniques de la DGEP, a reçu une médaille commémorative soulignant ses 35 ans de service dans la fonction publique.



35 ans
Arthur Edge, directeur de district, bureau de district de Regina.

Qui fait quoi suite de la page 6

Gary Krushen, surintendant, Services techniques de radio-diffusion au bureau régional, a accepté un détachement de six mois au bureau régional du CRTC à Winnipeg, à titre de directeur général régional.

Région du Pacifique

Wally Kozar, auparavant aux Musées nationaux du Canada, occupe maintenant le poste de directeur général, Région du Pacifique.

Susan Matasi a été promue au poste de gestionnaire, Programmes économiques et techniques, à la Section des communications et de la culture du bureau régional.

Angela Woods, inspectrice radio au bureau de district de Lower Mainland, a été promue dans le cadre du Programme de sous-classement pour la catégorie EL.

Tara Douglas, qui travaillait à la Division du Programme d'appui aux musées de la DGMH à Ottawa, a été mutée à la Section des communications et de la culture au bureau régional de Vancouver, où elle occupe le poste de spécialiste des musées.

Albert Tam, analyste aux Services techniques et informatiques du bureau régional, a démissionné pour poursuivre une autre carrière.

Laurel March a été promu au poste de gestionnaire des Programmes de radiodiffusion et de la culture au sein de la Section des communications et de la culture du bureau régional.

Prime à l'initiative

Harvey Rebalkin, agent des normes à la Section de contrôle du spectre du bureau régional du Pacifique, a reçu une prime pour avoir suggéré une méthode efficace de traitement des dossiers prêts, suggestion qui a permis d'améliorer la gestion des documents.

Groups honoured for outstanding contribution

Individual winners in the first annual Employee Recognition Awards Program were announced in the December issue of *Communications Express*. In this issue, we feature groups who were presented with awards at ceremonies held November 8 at the CRC and November 9 at Headquarters.

Recognition Awards are presented to employees who have completed a project or duty in an exceptional manner; made a significant contribution to the achievement of departmental objectives; improved the efficiency of Department operations or work environment; performed a humanitarian deed reflecting credit on the Department; or acted in some other way deserving special recognition.

The HDTV Demonstration and Survey Project Group was honoured for its outstanding involvement in the development of High Definition Television. Deputy Minister Alain Gourd presented the group with their award at a ceremony last fall. Shown are (from left to right) André Vincent, Dorothy Phillips, Helen McDougall, John Storey, Metin Akgun, Alain Gourd, Paul Hearty, Lorraine Croskery, Bernard Caron, André Martinelli, Phillip Blanchfield, Jean-Pierre Raymond and René Voyer.

Le Groupe du projet de démonstration et d'étude de la TVHD a été honoré pour sa participation exceptionnelle à la mise au point d'une télévision à haute définition. Le sous-ministre Alain Gourd a remis un prix au groupe lors de la cérémonie de l'automne dernier. De gauche à droite sur la photo : André Vincent, Dorothy Phillips, Helen McDougall, John Storey, Metin Akgun, Alain Gourd, Paul Hearty, Lorraine Croskery, Bernard Caron, André Martinelli, Phillip Blanchfield, Jean-Pierre Raymond et René Voyer.



Groupes honorés pour leur contribution

Le nom des personnes honorées dans le cadre du Programme d'attestation du mérite des employés a été publié dans le numéro de décembre de *Communications Express*. Le présent numéro met en vedette les groupes honorés lors des cérémonies tenues le 8 novembre au CRC et le 9 novembre à l'Administration centrale.

Le Programme reconnaît les employés qui se sont acquittés d'un projet ou d'une tâche de manière exceptionnelle, qui ont contribué de façon significative à l'atteinte des objectifs du Ministère, qui ont amélioré l'efficacité des opérations du Ministère ou de l'environnement de travail, qui ont posé un geste humanitaire faisant honneur au Ministère ou qui ont agi d'une façon digne de mention.

The publishing team of *Première*, Central Region's newsletter, was praised for its work on the publication, which features a variety of topics, including employee activities, health and fitness and sports. Back row, from left to right, are Tim Hibbard, Myles Mainland, Micheline Gravel, Alfie Northam, Al LeBlanc, Shannon Sodequist and Gwen Harmen. Front row, from left to right, are Vic Pereira, Terry Rudeen, Rick Gensiorek and Kathy Schell.

L'équipe de rédaction de *Première*, le bulletin de la région du Centre, a été honorée pour son travail de rédaction dans de nombreux domaines, notamment les activités des employés, la santé, le conditionnement physique et les sports. Dernière rangée, de gauche à droite : Tim Hibbard, Myles Mainland, Micheline Gravel, Alfie Northam, Al LeBlanc, Shannon Sodequist et Gwen Harmen. Première rangée, de gauche à droite : Vic Pereira, Terry Rudeen, Rick Gensiorek et Kathy Schell.

Staff at the Toronto District Office received an award for their work on Radio Communications Planning and Support at the Toronto Economic Summit in June 1988. Sitting (from left to right) are Edwina Lavery, Cally Holdsworth, June Walmsley, Donna Dean (Regional Personnel) and Carolyn Clemmons. Standing (from left to right) are Glenn Ritchie, Calmeta Tyrell, Brent Seres, Peter Hill, Chris Gauthier, Joanne McCourt (who also won an individual award for her work with the Metropolitan Toronto Auxiliary Police Force), Rob Cepella, Henry Klain, David Bosquet, Eldon MacLaughlin, Doreen Power, Mike Lee, Watson Reed, Bruce Baker, Mike Power, Dale Donnelly, Dave Slingerland, Keith Myles and Peter Kohl.

Individual photographs: Peter Allen, Susan Anderson and Paul Lajoie from the London District Office. Not shown: John Nosotti, Doug Prentice, Kevin Bennett, Gilles Bérubé, Murray Dynes (now with the private sector) and Karen Laughlin (also with the private sector).

Le personnel du bureau de district de Toronto a été honoré pour son travail dans le domaine de la planification et du soutien des radiocommunications lors du Sommet économique de Toronto en juin 1988. Assis (de gauche à droite) : Edwina Lavery, Cally Holdsworth, June Walmsley, Donna Dean (du bureau régional) et Carolyn Clemmons. Debout (de gauche à droite) : Glenn Ritchie, Calmeta Tyrell, Brent Seres, Peter Hill, Chris Gauthier, Joanne McCourt (qui a aussi reçu un prix individuel pour son travail au sein du corps de policiers auxiliaires volontaires du grand Toronto), Rob Cepella, Henry Klain, David Bosquet, Eldon MacLaughlin, Doreen Power, Mike Lee, Watson Reed, Bruce Baker, Mike Power, Dale Donnelly, Dave Slingerland, Keith Myles et Peter Kohl.

Photographies individuelles : Peter Allen, Susan Anderson et Paul Lajoie, du bureau de district de London. Leur photo ne paraît pas : John Nosotti, Doug Prentice, Kevin Bennett, Gilles Bérubé, Murray Dynes (maintenant dans le secteur privé) et Karen Laughlin (aussi dans le secteur privé).



Members of the Canadian delegation were honoured for their involvement in WARC Orb-88 (World Administrative Radio Conference on the Use of the Geostationary-Satellite Orbit and Planning of Space Services Utilizing It). Receiving their award from Deputy Minister Alain Gourde (fifth from left) are (from left to right) John Chang, Janis Doran, Ron Amero, Ralph Zeitoun, Vish Salay, Art Carew, Gaby Warren, Ed DuCharme, Irena Streibl, Wayne Longman, Don McKay and Veena Rawat.

Les membres de la délégation canadienne ont été honorés pour leur participation à CAMR Orb-88 (Conférence administrative mondiale des radiocommunications sur l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et la planification des services spatiaux qui l'utilisent). Le sous-ministre Alain Gourde (cinquième à partir de la gauche) remet leur prix à (de gauche à droite) John Chang, Janis Doran, Ron Amero, Ralph Zeitoun, Vish Salay, Art Carew, Gaby Warren, Ed DuCharme, Irena Streibl, Wayne Longman, Don McKay et Veena Rawat.



Outstanding research efforts by the High Frequency Radio Research Group have resulted in new voice and data communications products for two Canadian companies. Receiving their award from Deputy Minister Alain Gourde (fourth from left) are (from left to right) André Kennedy, Barry McLarnon, Sherman Chow, Jean-Denis Parent and Nur Serinken.

Les efforts soutenus du Groupe de recherche sur les radiocommunications à haute fréquence ont donné naissance à de nouveaux produits de communication vocale et de données dans deux entreprises canadiennes. Le sous-ministre Alain Gourde (quatrième à partir de la gauche) remet leur prix à (de gauche à droite) André Kennedy, Barry MacLarnon, Sherman Chow, Jean-Denis Parent et Nur Serinken.